



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

# Revue de presse



Jeudi 29 décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Le secteur des assurances enregistre une croissance de 5% en 2022

Le secteur des assurances en Algérie a enregistré une croissance de 5% durant l'exercice 2022, a fait savoir, mercredi à Alger, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia.



## Conseil de la nation : Séance plénière consacrée aux questions orales

Le Conseil de la nation tiendra, une séance plénière consacrée aux questions orales destinées à cinq membres du Gouvernement, a indiqué hier un communiqué de la chambre haute du Parlement. Les questions orales programmées pour cette plénière, au nombre de 13, concernent les secteurs de l'Agriculture et du Développement rural, des Finances, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Industrie, et des Transports, lit-on dans le communiqué.



## **Banques : Ouverture d'espaces digitaux**

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a procédé hier à l'inauguration de deux nouveaux espaces digitaux dans les wilayas de Ghardaïa et Alger, indique cette banque publique dans un communiqué.



## **Secteur des assurances : une croissance de 5% en 2022**

Le secteur des assurances en Algérie a enregistré une croissance de 5% durant l'exercice 2022, a fait savoir, hier, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia.



## **Récupération des fonds détournés : Les succès de l'Algérie font taire tous les sceptiques**

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Ibrahim Boughali, a salué mardi les pas gigantesques franchis par l'Algérie dans la récupération des fonds détournés et la confiscation des biens pillés, soulignant qu'ils étaient à même de faire taire tous les sceptiques.



## **Vision stratégique**

L'action du gouvernement s'est déroulée des mois durant dans une conjoncture exceptionnelle liée à la pandémie et à l'instabilité des marchés mondiaux de certaines denrées et matières mais ces événements n'ont pas empêché le déroulement du calendrier politique et de l'agenda économique. Très vite, le manque de visibilité a été dépassé et un retour à la normale a été enregistré en dépit d'un contexte inédit qui a nécessité la gestion de la situation dans l'urgence.



### [Création d'Entreprises : La loi fixant les modalités d'octroi publiée au Journal officiel](#)

La loi complétant l'ordonnance numéro 06-03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique et visant à fixer les modalités d'octroi au fonctionnaire d'un congé pour la création d'une entreprise, décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été publiée au dernier Journal officiel.



### [Oum Teboul : 37500 euros saisis sur un voyageur](#)

Les infractions à la réglementation des changes se poursuivent, transformant les postes frontaliers du pays en passoires pour l'évasion des devises. C'est le cas du poste frontalier d'Oum Teboul, dans la wilaya d'El Tarf, où les éléments de l'inspection principale de contrôle des voyageurs dudit poste, ont saisi 37500 euros, apprend-on de source douanière.



### [Aux pays ayant adopté le plafonnement du prix de son pétrole : La Russie ferme ses vannes](#)

La Russie arrêtera ses exportations vers tous les pays qui appliqueront le plafonnement du prix de son pétrole, fixé début décembre à 60 dollars le baril par l'UE, le G7 et l'Australie.



### [Loi organique relative aux lois de finances : Consacrer la modernisation des systèmes budgétaires](#)

Les participants à une conférence régionale sur la réforme budgétaire organisée hier à Chlef, ont affirmé que la loi organique 15/18 relative aux lois de finances «consacre l'engagement de l'Etat à réformer les finances publiques, et à être au diapason de la modernisation et du développement des systèmes budgétaires et comptables».



### **Souhil Meddah, expert en ingénierie financière et capitalisation «Il est devenu nécessaire de renforcer la dématérialisation monétaire»**

Dans cet entretien, Souhil Meddah, expert en ingénierie financière et capitalisation, directeur général du cabinet RMG Consulting et promoteur en Bourse, a estimé que la forme du dinar numérique s'adresse uniquement aux petits porteurs ou aux opérateurs qui font régulièrement usage des valeurs fiduciaires pour le règlement des petites factures ou divers achats auprès du marché de détail.



### **Dinar numérique : Les explications des économistes**

Dans son allocution à l'ouverture, lundi dernier à Alger, des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé que la Banque d'Algérie compte adopter une monnaie numérique nationale sous le nom de «dinar numérique algérien».



### **Gouvernance publique : L'Algérie sur la voie d'un modèle national**

L'année 2022 a constitué une étape importante dans la réforme des mécanismes de la gestion publique. Marquée du sceau de la relance socioéconomique, elle a vu naître plusieurs décisions et instructions présidentielles visant l'installation d'un climat de travail favorable au développement et à la libération des initiatives qui tendent vers l'amélioration continue des services publics et du cadre de vie du citoyen.



### **Finance islamique: la CNEP-Banque ouvre mercredi 13 nouveaux guichets**

La CNEP-Banque lancera mercredi, dans le cadre de l'élargissement de son réseau de distribution, 13 guichets dédiés à la finance islamique au niveau de ses agences, a indiqué mardi cette banque publique dans un communiqué.



### Assurances : Le secteur enregistre une croissance de 5% en 2022

Le secteur des assurances en Algérie a enregistré une croissance de 5% durant l'exercice 2022, a fait savoir, mercredi à Alger, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia.



### Bien mal acquis...

Qui peut douter de la détermination de l'Etat à récupérer les biens mal acquis par d'ex-hauts responsables et hommes d'affaires véreux, condamnés par la justice dans des affaires de corruption, de trafic d'influence et de détournement de deniers publics ? C'est l'un des engagements du Président Tebboune qui fait bouger les autorités dans plusieurs directions, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.



### Le FMI juge les indicateurs de l'économie algérienne très positifs sur le court terme

Le FMI s'est exprimé, récemment, sur les indicateurs de l'économie algérienne qu'il estime très positifs. On vous en dit un peu plus à cet égard dans ce nouveau numéro du mercredi 28 décembre 2022.



### Réformes, hausse des recettes et amélioration des indicateurs : Les bonnes moissons économiques

L'année qui s'achève aura été marquée notamment par la reprise des grands chantiers de réformes économiques et financières. Au plan de la production et de l'exportation des hydrocarbures et des produits hors hydrocarbures, la moisson a été bonne. Les positions financières intérieures et extérieures se sont sensiblement améliorées également.

### Assurances : Les indemnisations en hausse de 16 %

Le secteur des assurances en Algérie a enregistré une croissance de 5% durant l'exercice 2022, a fait savoir, mercredi à Alger, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia. Auditionné par la Commission des transports, des transmissions et des télécommunications à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Benmicia a expliqué que le secteur des assurances a pu réaliser une croissance de 5 % en 2021 et le même taux pour l'exercice en cours, et ce, après un recul en 2020 induit par la pandémie du Covid-19.



### BNA: deux nouveaux espaces numériques à Ghardaïa et Alger

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a procédé mercredi à l'inauguration de deux nouveaux espaces numériques dans les wilayas de Ghardaïa et Alger, indique cette banque publique dans un communiqué.



### Conseil de la Nation : Cinq membres de l'exécutif interrogés ce jeudi

Le Conseil de la Nation, reprendra ses travaux, ce jeudi, en séance plénière consacrée aux questions orales, indique un communiqué du Sénat. Selon la même source, cinq membres du gouvernement seront interrogés.



### BNA : inauguration de deux nouveaux espaces numériques à Alger et Ghardaïa

« La Banque nationale d'Algérie (BNA) a inauguré ce mercredi deux nouveaux espaces numériques dans les wilayas de Ghardaïa et Alger », indique cette banque publique dans un communiqué.

### هذه تفاصيل الزيادة في الأجور.. ومن يستفيد منها

تحدث المدير العام للميزانية بوزارة المالية عبد العزيز فايد عن تعزيز القدرة الشرائية. من خلال الزيادات في الاجور للعمال التي أعلنها رئيس الجمهورية خلال الإجتماع الوزاري الاخير. وأوضح عبد العزيز فايد في حوار خص به موقع la patrie news حول زيادة رواتب مستخدمي الوظيف العمومي. أن هذه الزيادات تركز في زيادة النقاط الإستدلالية. وتابع عبد العزيز فايد انه ستنتم نفس المعايير التي تم إتباعها في الزيادات التي تمت شهر مارس الماضي.

### كتاب يطلق قروضا حلال لإقتناء سيارة بالمراوحة

سيطلق الصندوق الوطني للتوفير والإحتياط “كتاب بنك” قروضا استهلاكية “حلال” لتمكين المواطنين من اقتناء مركبات سياحية تكون مجهزة في الجزائر مقابل هامش ربح محدد بثمانية من المائة.

### ترخيص استثنائي من وزارة المالية

إجراءات استعجالية لتسريع دفع رواتب شهري جانفي وفيفري

رخصت المديرية العامة للميزانية والمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة لدى وزارة المالية بدفع رواتب الموظفين والأعوان خلال الشهرين الأولين لسنة 2023 على المكشوف، وذلك بصفة استثنائية. ويقصد بالدفع على المكشوف ضخ الأجور قبل توفر الاعتمادات المالية اللازمة لتغطيتها، وذلك بعد استشارة وزارة المالية، وهو إجراء استثنائي يتم اللجوء إليه، في حالات خاصة لتسريع تمكين العمال من الاستفادة من مستحقاتهم.



### صندوق النقد: مؤشرات الاقتصاد الجزائري جد إيجابية على المدى القصير

سجل الاقتصاد الجزائري مؤخرا تطورا إيجابيا في عدد المؤشرات مع عودة المنحنى إلى التصاعد بالرغم من مختلف الأزمات والتصخم على المستوى العالمي باعتراف أكبر الهيئات الاقتصادية الدولية.



### منصة رقمية جديدة للبنك الوطني الجزائري بوهرا

البنوك الجزائرية في سياق لتكريس خدمات الدفع الإلكتروني

أطلق البنك الوطني الجزائري، مساء الثلاثاء، منصة رقمية جديدة في دائرة السانبا بولاية وهران، بحضور “دين بلعبيدي”، الأمين العام لذات المؤسسة المصرفية، وفاعلين بنكيين في وهران، إضافة إلى السلطات الولائية والأمنية في عاصمة الغرب الجزائري.



### تستهدف إنشاء المطارات والموانئ والطرق السريعة

أول الصكوك الإسلامية ستكون سيادية

يرتقب أن تكون أول الصكوك الإسلامية التي سيتم إطلاقها في السوق الجزائرية خلال سنة 2023 سيادية، صادرة عن الخزينة العمومية، وستوجه لتمويل مشاريع الدولة، حيث “فضلت السلطات المالية في الجزائر أن تكون المبادرة من القطاع العام، ليكون قدوة للمتعاملين في القطاع الخاص”، كما “يندرج ذلك في إطار تشجيع هذا النوع من التعاملات الإسلامية” يؤكد عضو في المجلس الإسلامي الأعلى، وأحد المكلفين بمتابعة إعداد المشروع.



## "أفاق الاقتصاد الجزائري على المدى القصير جد إيجابية"

قالت رئيسة بعثة صندوق النقد الدولي بالجزائر فيرديني جنيفيف، في تصريحات للقناة الأولى للإذاعة الجزائرية اليوم الأربعاء، إن احتياطات الصرف ارتفعت إلى 53.5 مليار دولار مع نهاية سبتمبر 2022 مقابل 46.7 مليار دولار نهاية 2021



## تسجيل 5 بالمئة نمو في قطاع التأمينات

قال رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية، إن قطاع التأمينات في الجزائر سجل سنة 2022 نموا بنسبة 5 بالمئة .



## "القانون العضوي لقوانين المالية يكرس إصلاح المالية العامة"

أكد مشاركون في ندوة جهوية حول الإصلاح الميزانياتي في إطار تنفيذ أحكام القانون العضوي 18/15 المتعلق بقوانين المالية، الذي سيدخل حيز التنفيذ في الفاتح جانفي من سنة 2023 ، على أن هذا القانون "يكرس التزام الدولة بإصلاح المالية العامة و مواكبة العصرنة وتطوير أنظمة الميزانية و المحاسبة".



## البنك الوطني الجزائري يفتتح فضاءين رقميين بولايتين

افتتح البنك الوطني الجزائري، فضاءين رقميين بولايتي الجزائر وغرداية، اليوم الأربعاء. أوضح البنك الوطني الجزائري، في بيان، أن الأمر يتعلق بوكالتي غرداية "192" ووكالة روية "641"، في حين أشار إلى أن هذه الخطوة تأتي "تعزيزا للإجراءات التي أعتمدها البنك في سبيل تسريع وتيرة رقمنة منتجاته وخدماته ومساهمة منه في رقمنة القطاع المصرفي".

**UAR**

# Le secteur des assurances enregistre une croissance de 5% en 2022

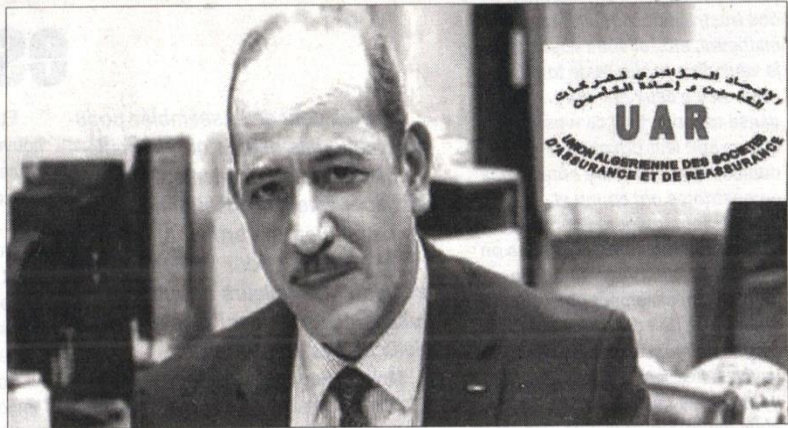
*Le secteur des assurances en Algérie a enregistré une croissance de 5% durant l'exercice 2022, a fait savoir, mercredi à Alger, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia.*

Auditionné par la Commission des transports, des transmissions et des télécommunications à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Benmicia a expliqué que le secteur des assurances a pu réaliser une croissance de 5% en 2021 et le même taux pour l'exercice en cours, et ce, après un recul en 2020 induit par la pandémie de Covid-19.

Détaillant les chiffres enregistrés en 2022, le même responsable a révélé que le montant des indemnités a augmenté de 16% cette année, soulignant que la grande partie des indemnités a concerné les accidents de la circulation (60%).

L'assurance automobile constitue 50% de l'activité des assurances en Algérie, contre 10% pour les assurances de personnes, et le reste concerne les assurances incendies, biens et autres, a-t-il précisé.

25 sociétés activent dans le secteur des assurances, dont deux entrées en service cette année, selon M. Benmicia, relevant que parmi ces sociétés, 12 sociétés activent dans le domaine des assurances de dommages, 8



dans le domaine des assurances de personnes, en plus de 5 sociétés spécialisées, dont deux nouvelles, activant dans l'assurance Takaful.

Dans le même contexte, M. Benmicia a préconisé la création d'une instance indépendante pour accompagner le secteur des assurances et renforcer la protection des intérêts des assurés, appelant d'autre part à prendre des mesures concrètes pour renforcer la culture de l'assurance afin de généraliser la protection intégrale des biens et des personnes.

S'agissant de la modernisation de la gestion du secteur, le responsable a rappelé la

réalisation de la première opération de numérisation des assurances, qui concernait l'indemnisation des accidents de la circulation.

Une plateforme spéciale a été lancée en octobre dernier pour gérer les dossiers d'assurance dans ce domaine, a-t-il fait remarquer.

Il a souligné que cette plateforme est actuellement utilisée par toutes les compagnies d'assurances pour le règlement des indemnités des accidents de la circulation entre les sociétés, précisant que 41 000 dossiers sont actuellement étudiés via cette plateforme.

APS

**RÉUNION DU GOUVERNEMENT**

# Communiqué du Premier ministre

**Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi 28 décembre 2022, une réunion du gouvernement tenue au Palais du Gouvernement.**

Lors de sa réunion hebdomadaire, le gouvernement a examiné les points suivants :

Dans le domaine des transports :

Le gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les modalités d'enseignement dans les établissements scolaires, des règles de la circulation routière, de prévention et de sécurité routière, présenté par le ministre des Transports.

L'objectif de ce projet de décret consiste à vulgariser l'éducation et la culture de prévention routière chez les enfants par l'insertion d'une matière éducative dédiée à la sécurité routière au niveau de l'ensemble des paliers éducatifs.

Il est à noter que dans le cadre de la lutte contre l'insécurité routière, le gouvernement place

l'éducation routière comme l'un des leviers d'action fondamental dans l'objectif de réduire le nombre de victimes sur les routes, notamment chez les enfants.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique :

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a présenté une communication sur la formation et la recherche scientifique dans le domaine du dessalement de l'eau de mer.

Il y a lieu de rappeler qu'il s'agit de la création d'une nouvelle spécialité académique, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions de Monsieur le Président de la République édictées lors du

Conseil des ministres du 14 novembre 2022 et ce, compte tenu des progrès réalisés dans ce secteur vital.

À ce titre, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique propose d'intégrer au sein des établissements universitaires, dès la prochaine rentrée universitaire, de nouveaux parcours de formation dans le but d'une maîtrise des processus technologiques de dessalement des eaux et de disposer d'une ressource humaine qualifiée dans cette spécialité.

L'objectif visé est de former des diplômés (ingénieur, licence et master) capables de prendre en charge les problèmes quotidiens de fonctionnement des stations de dessalement et de répondre aux besoins du secteur de la production d'eau potable, notamment par le dessalement des

eaux de mer et des eaux saumâtres. Cette formation sera érigée en pôle d'excellence constitué de quatre établissements, à savoir l'USTHB d'Alger, l'ENSH de Blida, l'ENPO d'Oran et l'Université de Ouargla.

Dans le domaine de la formation professionnelle :

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a présenté une communication portant sur la création de la filière «dessalement de l'eau de mer» dans la nomenclature des offres de formation.

S'inscrivant aussi dans le cadre de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République, cette formation vise à disposer d'opérateurs de stations de dessalement de l'eau de mer chargés de la mise en marche de ces installations ainsi que de l'entretien et du

nettoyage des filtres des stations de dessalement de l'eau de mer et des eaux saumâtres.

Cette formation, de courte durée (6 mois), sera érigée au niveau des centres de formation professionnelle et destinée aux titulaires de la deuxième année secondaire.

Enfin, dans le domaine de la jeunesse et des sports :

Le gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de la Jeunesse et des Sports, relative à la situation du professionnalisme dans le football et des perspectives de réforme à engager dans le dispositif de mise à niveau par rapport aux critères et conditions exigés dans le nouveau cadre réglementaire pour le système d'octroi de licence de club professionnel, adopté par la Confédération africaine de football.

MODERNISATION FINANCIÈRE ET RÉFORMES ÉCONOMIQUES

# Ne plus dépendre de la planche à billets

Par Ali Bahmane

C'est la forte augmentation des réserves de change, dès le début de 2022, à la faveur de la flambée des prix des hydrocarbures due à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui a permis au gouvernement de boucler sans encombre les comptes publics et de lancer divers projets économiques et sociaux. Et en même temps de se projeter sur l'année 2023 par le biais d'une nouvelle loi de finances qui maintient les soutiens des prix des biens et services de consommation tout en accroissant les dépenses en direction des secteurs étatiques clés. Au plan des équilibres financiers, 2022 est donc une année charnière, de remise en ordre de l'économie nationale et de mise en place de nouveaux instruments législatifs pour les années à venir. Ainsi, il a été mis fin, dans le projet de nouvelle loi sur la monnaie et le crédit au financement non conventionnel de l'économie, c'est-à-dire la planche à billets. Celle-ci fut l'unique solution envisagée dès 2016 par les anciennes équipes gouvernementales pour préminer l'économie nationale du douloureux choc causé par la chute du prix du pétrole qui de 150 dollars en 2013 est passée à 30 dollars en 2016. Comme le budget de l'Etat était dans l'incapacité d'honorer ses engagements, le gouvernement a instruit la Banque centrale de faire tourner la planche à billets afin de couvrir son déficit budgétaire. En 2017, ce dernier était de l'ordre de 2200 milliards de dinars, et la Banque d'Algérie a créé 1800 milliards de dinars afin de couvrir 82% de ce déficit et le reste est financé par les réserves de change. Partisan du financement non conventionnel, l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia avait estimé à ce moment-là qu'au «niveau extérieur, l'Algérie est ou demeure économiquement souveraine, grâce aux réserves de change accumulées durant les an-



nées passées». Cependant, a-t-il aussitôt reconnu, ces réserves de change fondent sans cesse, passant déjà de 193 milliards de dollars en mai 2014, à 105 milliards de dollars en juillet 2017 et de reconnaître encore que «la situation des finances publiques est préoccupante. Le recul de la fiscalité pétrolière a généré des déficits budgétaires répétés, entraînant la consommation de la totalité de l'épargne du Trésor qui était logée au Fonds de régulation des recettes (FRR) épuisé en février 2017». La planche à billets fut préférée plutôt à l'endettement comme solution de sortie de crise. Elle devait être valable à titre exceptionnel sur une période transitoire de 5 années, temps durant lequel le Trésor pouvait emprunter directement auprès de la Banque d'Algérie, pour faire face au déficit budgétaire, convertir certaines des dettes contractées auprès de banques ou d'entreprises publiques, et alimenter le Fonds nation-

nal de l'investissement. De 2018 à 2021, la planche à billets n'a pas cessé de tourner, notamment durant les deux périodes de grave crise, la première politique qui mit fin à l'ancien régime Bouteflika et la seconde sanitaire de Covid-19 durant lesquelles il était impossible d'élaborer des réformes économiques. Les effets pervers de la planche à billets n'ont pas manqué d'apparaître et de s'aggraver d'année en année. Mis en relief par les experts économiques, ils consistaient en une circulation très forte d'argent dans l'économie sans contrepartie de création de richesse, donc une lourde perte de sa valeur. Cet argent a servi en large partie à alimenter la spéculation et les circuits informels déjà très développés dans le pays. De ce fait, il a été préconisé toutes ces dernières années que la Banque d'Algérie privilégie le marché financier au lieu d'imprimer des billets pour satisfaire les demandes du Trésor, démarche qui a fait gonfler

démensurément les taux d'inflation. De 2018 à 2021, cela semble avoir été entendu, puisque le non-recours à la planche à billets est définitivement consacré par la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit qui sera mise en œuvre en 2023. Ce texte devra consolider la gouvernance de la Banque d'Algérie, élargir les prérogatives du Conseil de la monnaie et du crédit et renforcer sa composante. Il prévoit un cadre juridique amenant les banques à mettre en place des règles de gouvernance, et de créer des comités dédiés à la stabilité financière et au contrôle prudentiel. Par ailleurs, le projet vise la consécration du financement islamique, en agréant les banques et les établissements bancaires opérant en la matière, l'inclusion des opérations bancaires relatives au financement islamique avec des produits et des prestations bancaires agréés par une instance chariaque nationale, tout en autorisant la création d'établisse-

ments bancaires exclusivement dédiés à la finance islamique. Le texte permet également un encadrement juridique des bureaux de change en Algérie. Un des objectifs majeurs attendus donc de la réforme du système bancaire est la réussite de la politique dite de l'inclusion financière qui permet de préserver les réserves de change et de se tourner vers des financements alternatifs de l'économie nationale, en encourageant l'épargne et l'introduction de l'argent de l'informel dans le circuit formel. Les réserves de change ont atteint 60 milliards de dollars en 2022 après être retombées en 2021 à moins de 40 milliards de dollars, et cela grâce au rebond des prix des hydrocarbures dans le sillage de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Le risque est que les marchés se retournent en cas de cessation du conflit, de faiblesse de la demande mondiale du fait de la récession, du recours aux énergies renouvelables ou du renchérissement de l'euro par rapport au dollar américain, des scénarios déjà rencontrés par le passé. Le gouverneur de la Banque d'Algérie estime que «l'année 2022 a constitué un nouveau défi en matière de maîtrise de l'inflation» en tant que phénomène mondial, en se concentrant sur l'adoption d'une politique monétaire pragmatique, notamment le taux de change, comme mécanisme pour atténuer l'inflation importée et préserver le pouvoir d'achat du citoyen à la lumière du premier excédent de la balance des paiements depuis 2014. Mais il s'agira d'aller plus loin, c'est-à-dire dans la dépense publique très importante en 2023 dans la nouvelle loi de finances malgré les risques cités plus haut. Ceux-ci ne semblent pas avoir trop préoccupé les autorités confiantes davantage dans les réformes qu'elle ont lancées, dont elles pensent qu'elles seraient en mesure de contrer tous les chocs éventuels. A. B.

PHOTO: DR

LE DÉCRET CIBLE LES PAYS UTILISANT UN PRIX PLAFOND

# La Russie ne vendra plus de pétrole à certains pays

● La Russie interdira à partir du 1er février la vente de son pétrole aux pays étrangers qui utilisent le plafonnement du prix de l'or noir russe, fixé début décembre à 60 dollars par baril par l'UE, le G7 et l'Australie.

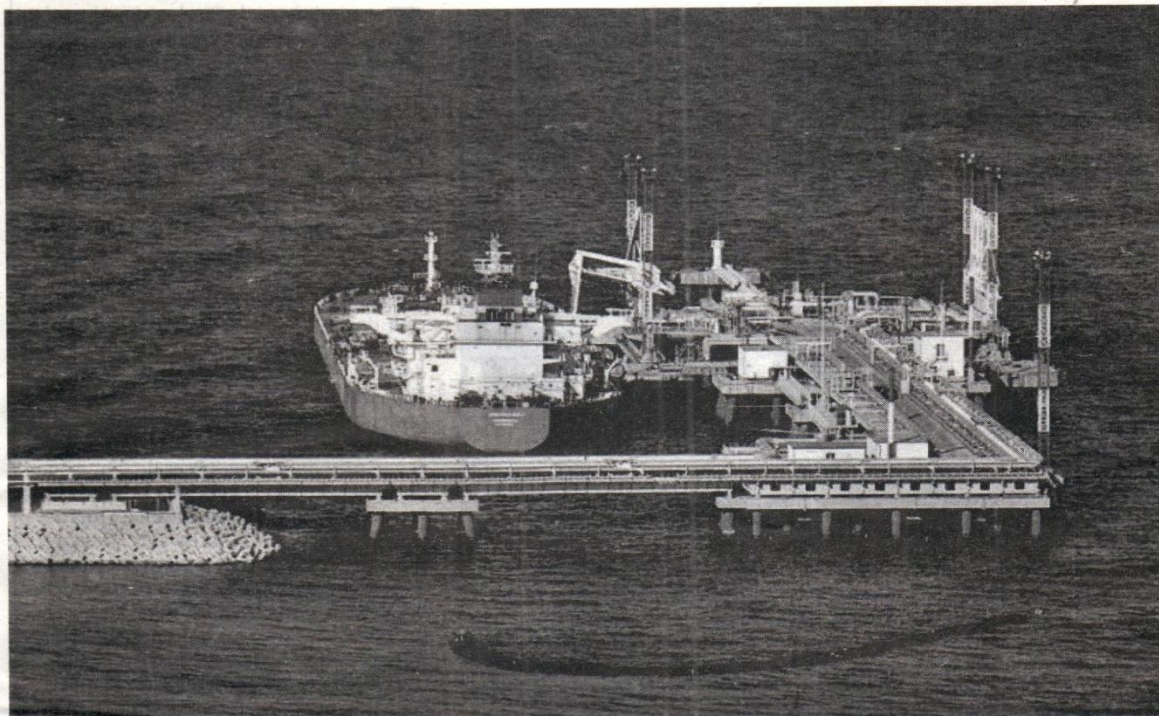


PHOTO : DR

Un terminal pétrolier en Russie

La livraison de pétrole et de produits pétroliers russes à des personnes morales étrangères et autres particuliers est interdite si ceux-ci utilisent le prix plafond, est-il écrit dans un décret signé mardi 27 décembre par le président russe Vladimir Poutine.

Le décret précise que cette mesure est prévue pour une durée de cinq mois, «jusqu'au 1er juillet 2023».

Seule «une décision spéciale» de Vladimir Poutine lui-même pourra permettre la livraison de pétrole russe à un ou des pays qui ont mis en place le prix plafond ces dernières semaines, est-il indiqué dans le décret publié mardi.

## UN PLAFONNEMENT DU PRIX DU BARIL TRÈS MESURÉ

Début décembre, les 27 États membres de l'Union européenne, les pays du G7 et

l'Australie s'étaient mis d'accord, après des mois de négociations, sur un plafonnement du prix du pétrole russe à l'export à 60 dollars par baril. Dans les faits, seul le pétrole vendu par la Russie à un prix égal ou inférieur à 60 dollars peut continuer à être livré. Au-delà de ce plafond, il est interdit pour les entreprises de fournir les services permettant son transport maritime (fret, assurance, etc.). L'objectif d'une telle mesure est de priver Moscou de revenus importants pour financer son intervention militaire en Ukraine. Toutefois, le cours du baril de pétrole russe (brut de l'Oural) évolue actuellement autour de 65 dollars, soit à peine plus que le plafond fixé, impliquant un impact limité à court terme de cette mesure, selon de nombreux observateurs.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait ainsi déploré «une position

faible» de ses alliés occidentaux au moment de sa mise en place.

De leur côté, les dirigeants russes avaient déclaré à plusieurs reprises «ne pas accepter» ce mécanisme qui «n'aura pas d'impact» sur le cours de l'offensive russe contre son voisin ukrainien.

Le 9 décembre, Vladimir Poutine avait, lui, menacé l'Occident de «réduire la production» de pétrole russe «si nécessaire», fustigeant alors une «décision stupide».

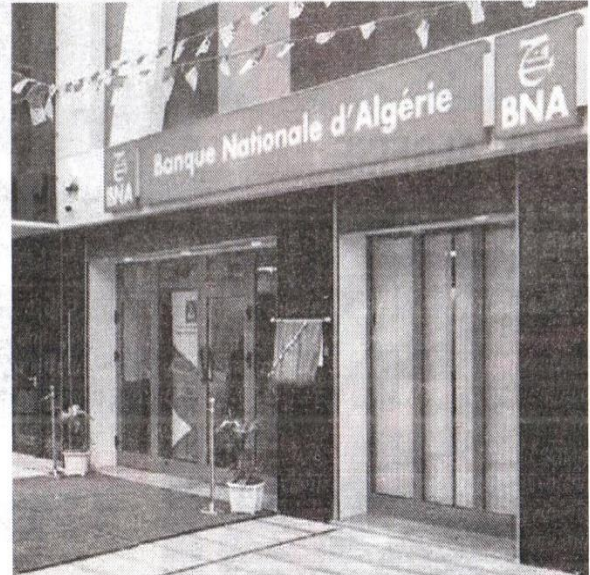
La Russie est le deuxième plus gros exportateur au monde de pétrole et était, en 2021, le deuxième fournisseur d'or noir aux pays de l'Union européenne.

Selon les dirigeants européens, 90% des exportations de pétrole russe vers l'UE seront déjà arrêtées d'ici à la fin de l'année 2022 pour protester contre l'offensive russe en Ukraine.

## BNA : deux nouveaux espaces digitaux à Ghardaïa et Alger

«La Banque nationale d'Algérie (BNA) a procédé hier mercredi à l'inauguration de deux nouveaux espaces digitaux dans les wilayas de Ghardaïa et Alger», a indiqué cette banque publique dans un communiqué. Il s'agit de l'agence de Ghardaïa «291», et de celle de Rouiba «641», selon le communiqué soulignant que l'ouverture de ces espaces s'inscrivait dans le cadre de l'accélération de la digitalisation des produits et services de la banque et visait à contribuer à la numérisation du secteur bancaire. Ces deux espaces s'ajoutent aux deux autres ouverts mardi au niveau des wilayas d'Oran (agence Es-Senia «965») et Blida (agence de Blida «431»), selon la même source. Le nombre d'espaces digitaux de la BNA s'élève ainsi à 31 espaces implantés sur l'ensemble du territoire national. Pour rappel, ces agences digitales sont dotées d'un espace réservé aux automates «DAB» et «GAB», disponible 24h/24 et 7j/7 et d'un espace digital, équipé de tablettes tactiles.

«Ils permettent à la clientèle de la banque d'effectuer différentes opérations bancaires et d'accéder à une panoplie de services digitaux, tels que le retrait et versement d'espèces, la commande de chéquier, la remise de chèque à l'encaissement



ainsi que la consultation du solde de compte et l'accès à la plateforme e-paiement», conclut le communiqué.

ACHAT DE VOITURES EN ALGÉRIE

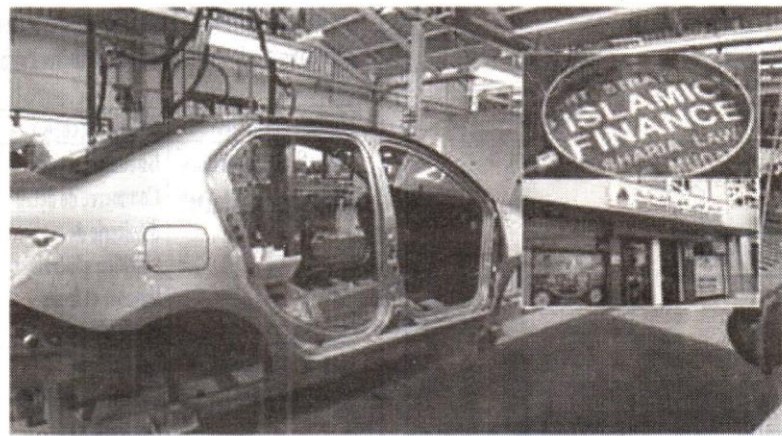
# La CNEP lancera le crédit « halal » pour

*La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance-Banque va lancer des prêts à la consommation « halal » pour permettre aux citoyens d'acheter des véhicules assemblés en Algérie, avec une marge bénéficiaire fixée à 8%.*

PAR CHAHINE ASTOUATI

La direction de la banque a fixé un certain nombre de conditions pour ceux qui souhaitent bénéficier de prêts à la consommation pour acheter des véhicules produits ou installés localement dans le cadre de Mourabaha ( qui consiste en le fait qu'un client souhaitant acquérir un bien en particulier, se dirige vers la banque et l'en informe, cette dernière l'achète pour ce demandeur et le lui revend avec une marge et un paiement différé.)

Pour les conditions pour en bénéficier, le plus important est que le client demandeur de ce crédit soit titulaire de nationalité algérienne et résidant sur le territoire national, que son âge soit compris entre



21 et 70 ans à la date de dépôt de la demande de financement. Et qu'il dispose d'un revenu mensuel net permanent supérieur ou égal à deux fois la valeur du salaire national minimum.

Concernant la marge bénéficiaire appliquée au produit de financement à la consommation, elle est précisée dans les conditions générales de la banque applicables à la « banque islamique » en vigueur, qui est actuellement estimée à 8%.

## **La CNEP annonce le lancement de 13 guichets dédiés à la finance islamique**

Selon un communiqué rendu public hier, «dans le cadre de l'élargissement de son

réseau de distribution, la CNEP-Banque lance aujourd'hui le mercredi 28 décembre 2022, 13 guichets dédiés à la finance islamique au niveau de ses agences. Ces guichets seront ouverts au niveau des agences d'Ain Oulemane (wilaya de Sétif), Nedroma, Imama, Tlemcen (wilaya de Tlemcen), Annaba, El Tarf, El Biar, Sidi Yahia, Kouba, Cheraga, El Achour (Alger), Mazouna (Relizane) et Sour El Ghozlane (Bouira)», précise la même source. L'ouverture de ces guichets vient s'ajouter à ceux déjà opérationnels depuis novembre 2020 et permettra à la Banque de totaliser 81 guichets de la finance islamique, répartis sur le territoire national et couvrant 44 wilayas du pays.

C. A.

## بسبب الضغط الكبير على المصالح المالية في نهاية السنة وزارة المالية تمديد آجال إيداع الالتزامات والحوالات



● قررت وزارة المالية تمديد آجال إيداع الالتزامات لدى المراقب المالي والحوالات لدى الخزينة العمومية بالسنة المالية 2022 بعشرة أيام كاملة بعد الضغط الذي شهدته هذه المصالح بسبب قفل الميزانية وتأخر عدة إدارات في استكمال تسوية ملفاتها المالية.

أشارت وزارة المالية في مقرر رقم 342 صادر عن المديرية العامة للميزانية والمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة بتاريخ 26 ديسمبر 2022، إلى تمديد تاريخ اختتام الالتزام وتحديد آجال قفل الأوامر بالدفع وتحرير حوالات الدفع للنفقات العمومية بعنوان السنة المالية 2022، بناء على الإرسال رقم 8303 المؤرخ في 26 ديسمبر الفارط الصادر عن وزير المالية، وهذا تطبيقاً لأحكام المادة 16 من المرسوم التنفيذي رقم 414/92 المؤرخ في 14 نوفمبر 1992 المتعلق بالرقابة السابقة للنفقات التي يلتزم بها، وأورد المقرر تمديد تاريخ الالتزام بالنفقات العمومية بعنوان السنة المالية 2022 بصفة استثنائية لدى المراقب المالي إلى غاية 31 ديسمبر المالي

للموظفين ومستحقات الممولين وكذا مخلفات الإدماج، خصوصاً وأن بعض الإدارات تطلعت الميزانية الإضافية متأخرة وتراكم الوضعيات المالية العالقة للموظفين التي تريد الحكومة تصفيتها بمنحها اعتمادات مالية إضافية، لاسيما في قطاعات التربية والصحة والجماعات المحلية، قبل تطبيق الإصلاح الميزانياتي في سنة 2023 التي باشرت عمليات تكوين لفائدة المسيرين حول إجراءاته وأهدافه .  
ب. وسيم

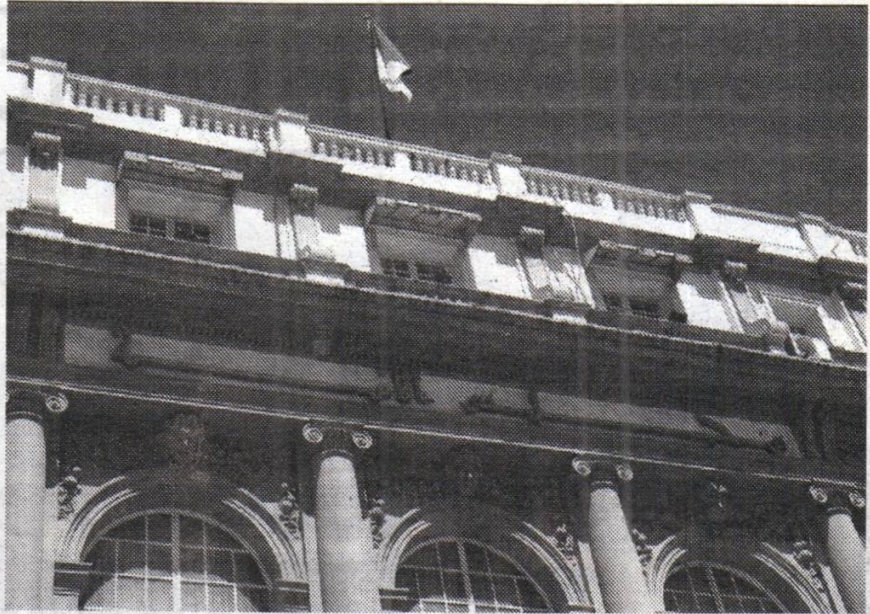
العموميون. وأشار قرار وزارة المالية إلى استمرار تنفيذ ميزانيات الجماعات المحلية كالولايات والبلديات وأيضا المؤسسات العمومية للصحة خلال الفترة التكميلية المنصوص عليها في التشريع والتنظيم الساري المفعول بخصوص تحرير حوالات الدفع ودفع النفقات. ويأتي هذا التمديد بعد الضغط الذي شهدته المصالح المالية في نهاية السنة لتسوية جميع المخلفات المالية

بعدما انتهى آجال إيداع الالتزامات في 20 ديسمبر الفارط، بينما تختتم عملية إيداع أوامر الدفع الحوالات الخاصة بالنفقات العمومية بعنوان السنة المالية الحالية لدى الخزينة العمومية في أجل أقصاه 10 جانفي 2023، اعتباراً من عشرة أيام من تاريخ اختتام الالتزام بالنفقات طبقاً للمادة 28 من المرسوم التنفيذي رقم 313/91 المؤرخ في 7 سبتمبر 1991 المحدد لإجراءات المحاسبة التي يمسكها الأمرين بالصرف والمحاسبون



## 13 سؤالاً لـ 5 وزراء

يعقد مجلس الأمة اليوم جلسة علنية تخصص لطرح أسئلة شفوية على خمسة أعضاء من الحكومة. أوضح بيان للمجلس أن الأسئلة الشفوية المبرمجة في هذه الجلسة، وعددها 13 سؤالاً، تخص قطاعات الفلاحة والتنمية الريفية، المالية، التعليم العالي والبحث العلمي، الصناعة والنقل.



## اقتراح إنشاء هيئة مستقلة لمرافقة القطاع نموياً 5٪ في التأمينات خلال 2022

لتعزيز ثقافة التأمين من أجل تميميم الحماية الشاملة للممتلكات والأشخاص، وبخصوص عصنة تسيير القطاع، ذكر المسؤول بإنجاز أول عملية لرقمنة للتأمينات والتي خصت التعويض على حوادث المرور، حيث تم في أكتوبر الماضي إطلاق منصة خاصة لتسيير ملفات التأمينات في هذا المجال. وأكد أن هذه المنصة تستعملها حالياً كل شركات التأمين لتسوية التعويضات عن حوادث المرور ما بين الشركات، مشيراً إلى أن 41 ألف ملف يدرس حالياً عبر هذه المنصة.

ق-1

حوادث المرور (60 في المائة من إجمالي التعويضات).

وحسب ذات المتحدث، فإن التأمين على السيارات يشكل 50 بالمائة من نشاط التأمينات مقابل 10 في المائة للتأمين على الأشخاص، في حين يخص الباقي التأمين على الحرائق والممتلكات وغيرها. وينشط في القطاع 25 مؤسسة، منها مؤسستان بدأت العمل السنة الجارية، في مجال التأمين التكافلي.

واقترح السيد بن ميسية إنشاء هيئة مستقلة لمرافقة قطاع التأمينات وتعزيز حماية مصالح المؤمن عليهم، داعياً من جهة أخرى إلى اتخاذ خطوات عملية

أعلن رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية، أمس، عن تسجيل نمو بنسبة 5 من المائة في قطاع التأمينات خلال سنة 2022.

وأوضح بن ميسية خلال جلسة استماع بالمجلس الشعبي الوطني أمام أعضاء لجنة النقل والمواصلات والاتصالات السلكية واللاسلكية، أن القطاع يعرف استقراراً في نموه لسنتين متتاليتين.

ولدى تفصيله للأرقام المسجلة، كشف ذات المسؤول أن مبلغ التعويضات ارتفع بنسبة 16 من المائة، منكرًا أن الحصنة الكبيرة من التعويضات منست

## يدخل حيز التنفيذ أول جانفي القانون العضوي لقوانين المالية أقر منهجية جديدة في التسيير

على أن القانون العضوي 18/15 لقوانين المالية هو "تجسيد لحرص السلطات العليا على تطوير القطاع والإصلاح الميزانياتي بما ينعكس إيجابا على تحقيق التنمية المحلية والتسيير الأمثل للمال العمومي".

وفي هذا السياق، أوضح المدير المركزي بالمديرية العامة للميزانية، عبد العزيز الوالية، أن القانون العضوي 18/15 الذي سيدخل حيز التنفيذ في الفاتح جانفي من سنة 2023 "أتى بمنهجية جديدة تتمحور حول التسيير المرتكز على الأداء والأهداف وليس التسيير القائم على الوسائل".

■ ب. م

أكد مشاركون خلال ندوة جهوية نظمت الأربعاء، بالشلف حول الإصلاح الميزانياتي في إطار تنفيذ أحكام القانون العضوي 18/15 المتعلق بقوانين المالية، الذي سيدخل حيز التنفيذ في الفاتح يناير من سنة 2023، على أن هذا القانون "يكرس التزام الدولة بإصلاح المالية العامة ومواكبة العصرية وتطوير أنظمة الميزانية والمحاسبة".

أجمع المتدخلون خلال هذه الندوة التي احتضنها المركز الثقافي الإسلامي بمشاركة مديري الهيئات التنفيذية والمؤسسات العمومية والمراقبين الماليين وأمناء الخزائن لأربع ولايات هي الشلف، عين الدفلى، تيبازة وتيسمسيلت،

## يُنْتَظَرُ إِحَالَته قَرِيبًا عَلَى الْبَرلمان قانون النقد والقرض.. ثورة في المعاملات المالية ■ إطلاق بنك الإسكان وفروع بنكية بالخارج

يُندرج مشروع قانون النقد والقرض المصرفي الذي يُنتظر إحالته في غضون أيام للبرلمان من أجل المناقشة والإثراء ضمن رؤية تجديد وترقية المعاملات المالية في الجزائر التي باشرها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون لإصلاح وانهاش الاقتصاد الوطني، ويأتي القانون في ضوء توجه حكومي واعد لإطلاق بنك الإسكان، وإطلاق فروع بنكية بالخارج بكل من فرنسا، موريتانيا، السنغال والتيجر، وتطوير وتعزيز الصيرفة الإسلامية. وجاء القانون للقضاء على السوق السوداء للعملة الصعبة، وحماية الاقتصاد الوطني من هذه الظاهرة وفق تصريح سابق لوزير العدل حافظ الأختام عبد الرشيد طبي.



### رشيد سيف الدين قداش

في إطار سد النقص التشريعي لقانون النقد والقرض المصرفي، الذي وصفه رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون بأنه قانون تجاوزه الزمن، يأتي قانون النقد والقرض المصرفي الجديد بغية تجديد وإصلاح المعاملات المالية في الجزائر ومواكبة التحولات المالية الحاصلة في العالم والاندماج معها من خلال سدّ النقص في الجوانب التي تعاني نقصا في التنظيم والتشريع، عبر تحقيق الشفافية من خلال رقمنة النظام البنكي وإدراج عملة رقمية للبنك المركزي.

وحسب فاعلين، فإن القانون جاء لامتناع الأخطاء البنكية والإجراءات المالية التي تجاوزها الزمن، كما أن امتصاص العملة الصعبة والسوق الموازية، وتطوير النظام المالي ليوكب النظام البنكي العالمي، يعد من بين أهداف مشروع القانون، فضلا عن تعزيز الشفافية والوضوح المالي في ظل توجه حاسم للقضاء على الفساد والاحتيال المالي، إضافة لمساع حكومية حثيثة لتوفير بيئة اقتصادية مواتمة مع فتح الجزائر أبوابها للاستثمار الخارجي، وتشجيعها للتصدير ودعمها للإنتاج الوطني والاستثمار المحلي. وحول الأبعاد التاريخية للقانون يقول أستاذ الاقتصاد الدكتور عثمان عثمانية، أنه لا شك في أن النظام المصرفي يؤدي دورا حاسما في بيئة الأعمال المشجعة على الاستثمار المحلي والجادية للاستثمار الأجنبي.

ويعود بناء النظام المصرفي الجزائري إلى فترة ما بعد الاستقلال، بعدها متر بعدة إصلاحات وتعديلات بفرض جملة يتبوا المكافحة المناسبة في النظام المالي الوطني، حتى صار إلى الشكل الذي هو عليه اليوم.

ومن المعروف أن النصوص القانونية التي تنظم عمل وحدات النظام وتضبط علاقاته الداخلية والخارجية هي أمر أساسي لضمان تحقيق الانسجام بينه وبين مؤسسات الدولة الأخرى، وللوصول في النهاية إلى تحسين الوضع الاقتصادي العام.

وحسب عثمانية فإنه في خضم ذلك، يظهر قانون النقد والقرض، كأحد أهم القوانين التي تم

وتحديد الصلاحيات والمسؤوليات. وحسب عثمانية، فإن هناك أيضا تفاؤلا من مناصري الصيرفة الإسلامية لإدراج نصوص قانونية، بعد نظام 20-02، ضمن قانون النقد والقرض الجديد، حتى تصبح الأدوات التي تقدمها أكثر رسوخا وتكون قادرة على العمل في هامش حرية أوسع.

وتعد أيضا مشكلة ازدواجية سعر الصرف واتساع رقعة سوق الصرف الموازية مشكلة كبيرة تواجه السلطات، وعلى الرغم من أن هناك نصوص قانونية تنظم عمل مكاتب الصرف، إلا أن هذه الأخيرة غير موجودة إلى حد الآن، لذلك يمكن للقانون الجديد أن ينظم عملية فتح مكاتب للصرف ويحدد كيفية أدائها لهذا النشاط ويضبط عملها، بالشكل الذي يخدم المواطن والاقتصاد معا.

من جانب آخر، قال عثمانية الحركية الاقتصادية والتجارية التي يشهدها الاقتصاد الوطني في الأونة الأخيرة، تتطلب تقديم المنتجات الوطنية في أسواق الدول الأخرى، وفتح فروع للبنوك الجزائرية القائمة حاليا أو بنوك جديدة في تلك الدول، بما يخدم المستثمرين والمتعاملين الاقتصاديين الجزائريين، وأيضا أفراد الجالية الوطنية في عدة دول، بما يسمح باستقطاب التحويلات عبر القنوات الرسمية.

إصدارها في مرحلة حاسمة من تاريخ الجزائر ما بعد الاستقلال، وهي مرحلة الإصلاحات الاقتصادية والتحول من نظام التخطيط المركزي إلى اقتصاد السوق.

القانون المذكور منذ صدوره بداية في 14 أبريل 1990 ثم الأمر 03-11 ل 26 أوت 2003. عرف تعديلات ابتداء بالأمر 01-01 لسنة 2001 وصولا إلى القانون 17-10 ل 11 أكتوبر 2017، والذي أتاح ما يطلق عليه بـ«التمويل غير التقليدي».

ويضيف المتحدث إلى أنه اتضحت خلال هذه الفترة عدة أوجه قصور للقانون. فبينما كرس قانون النقد والقرض 90-10 استقلالية بنك الجزائر، قلص الأمر 01-01 من تلك الاستقلالية لصالح الجهاز التنفيذي، ومنح هذا الأخير سلطة أكبر على قرارات البنك، وهذا الأمر حدّ من قدرة بنك الجزائر على استخدام أدوات السياسة النقدية والسعي لتحقيق الأهداف التي يراها أنسب في ضوء المتغيرات للتقدية، لا ما يريده الجهاز التنفيذي.

كما أن التطورات الحاصلة اليوم في مجال التكنولوجيا المالية، ودخول فاعلين جدد يقدمون خدمات تشبه خدمات البنوك إلى حد ما أو خدمات موجهة للبنوك والمؤسسات المالية، يتطلب إطارا تشريعا مناسباً وواضحا لضبط العلاقات بينهم وبين مكونات النظام المصرفي



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger